

L'accès aux aliments s'est grandement détérioré en 2015, en raison d'une hausse significative des prix, résultant des pertes de récoltes enregistrées et de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain et au peso dominicain. La tendance semble se maintenir au cours du premier trimestre de l'année 2016 où l'impact des chocs de l'année dernière est encore ressenti tant sur le secteur de la production agricole que sur l'environnement macroéconomique national. Sur les différents marchés, les prix des produits alimentaires importés et locaux continuent de s'accroître ou se maintiennent à un niveau élevé.

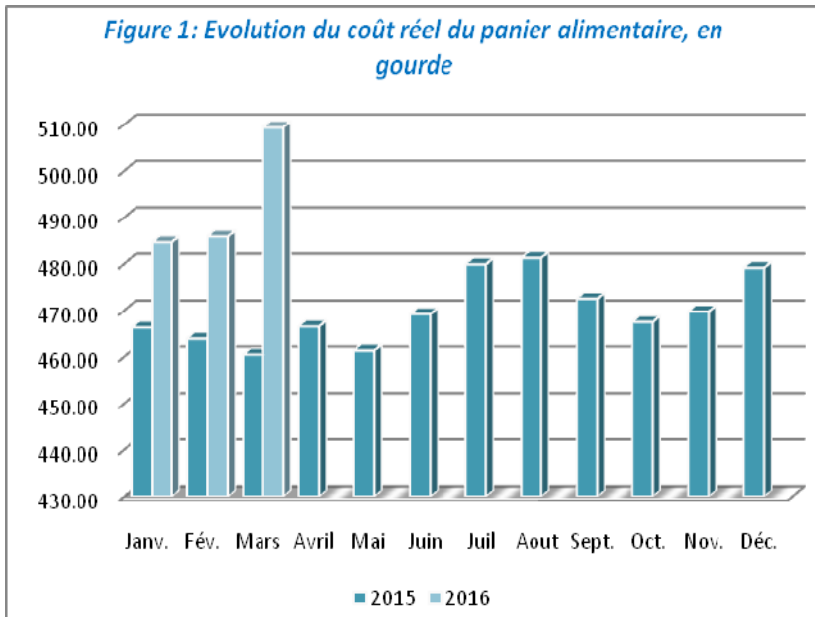
Le coût nominal du panier alimentaire de base a progressé approximativement de 16% en moyenne par rapport à 2015, soit approximativement 9 points de plus entre janvier-mars 2015 et janvier-mars 2016. L'accès aux biens alimentaires et aux autres services de base, pour la grande majorité, s'est significativement détérioré. Néanmoins, les conditions pour une amélioration de la disponibilité et de l'accès aux aliments ne sont pas réunies. Dans ce contexte, la réussite de la campagne de printemps pourra tenir un grand rôle, mais en symbiose à une conjoncture macroéconomique sereine, caractérisée par la reprise de certaines activités économiques, la baisse des prix des denrées alimentaires et la stabilité ou l'amélioration de la parité gourde-dollar. A ce sujet, il faut promouvoir la mise en application des actions du **Plan de réponse** qui a été présenté jadis et révisé par le MPCE, en vue d'adresser, tant sur le plan conjoncturel que structurel, le problème de l'insécurité alimentaire dans le pays.

### Evolution des coûts réel et nominal du panier alimentaire<sup>1</sup>

L'accentuation des tendances inflationnistes, notamment des produits alimentaires, continuent de menacer la stabilité et

l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire en Haïti, particulièrement des plus vulnérables. La détérioration de l'accès aux aliments, mesuré par la variation positive du coût du panier alimentaire, saute aux yeux. En effet, ce coût a cru de plus de 2% en moyenne mensuelle, de janvier à mars 2016 (figure ci-contre), avec un pic important en mars (soit plus de 5%). Individuellement, le prix du panier alimentaire a été de 485 en janvier pour passer à plus de 500 gourdes en mars.

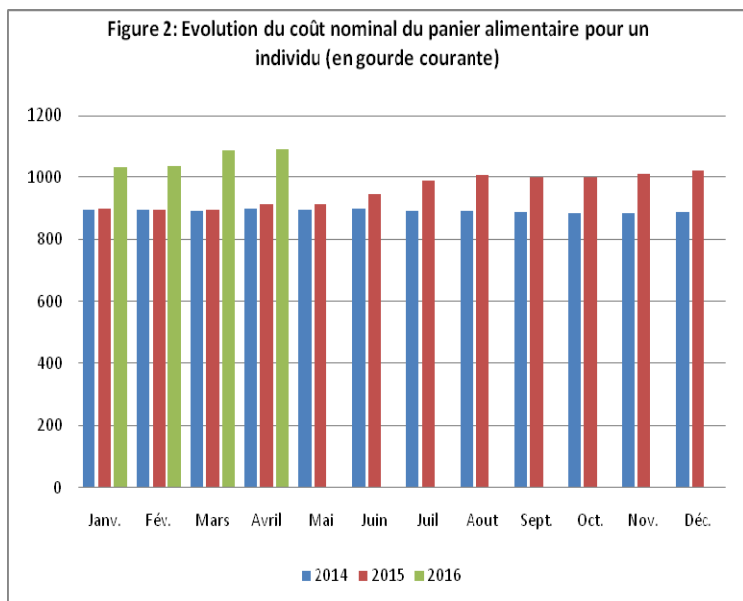
La situation se révèle beaucoup plus criante en glissement annuel: l'accès au panier s'est drastiquement dégradé au cours du premier trimestre de 2016 par rapport à celui de 2015: en termes réel, son coût moyen s'est accru de plus de 6% passant de 463.5 à plus de 493 gourdes.



### - Evolution du coût nominal du panier

En termes nominaux, la tendance s'est davantage renforcée au cours du premier trimestre de l'année en cours, avec encore une accentuation durant le mois de mars (près de 5%). La variation moyenne mensuelle, durant le premier trimestre 2016, est supérieure à 2%, ayant dépassé la barre des 1000 gourdes. Dans le cas d'une famille de 5 personnes, le coût nominal du panier serait de 5273 gourdes en moyenne (figure 2).

<sup>1</sup> Coût réel: Rapport du coût nominal du panier (valeur au prix courant du marché) à l'indice des prix à la consommation (IPC).



En glissement annuel, soit entre le premier trimestre 2015 et celui de 2016, le coût nominal a augmenté dans une proportion très significative (près de 16%). En effet, d'une moyenne approximative de 900 gourdes (4500 pour une famille de 5 personnes), le panier alimentaire s'est échangé contre 1054.6 gourdes (5273 gourdes pour une famille de taille moyenne) entre les deux périodes (figure 2).

### -Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché

Le coût du panier reflète la tendance observée sur le marché des produits alimentaires locaux et importés. Pour la plupart, l'accroissement de prix de ces produits, accentué depuis octobre dernier, s'est poursuivi jusqu'au mois de mars. Pour les produits locaux, une chute est observée en février, suivie d'un rebondissement en mars. C'est le cas par exemple des céréales (riz local, maïs local,

etc.) et des légumineuses (haricots noir et rouge).

C'est que cette courte période coïncide avec la saison d'hiver, où des récoltes de haricot et de maïs ont été signalées dans certaines zones de montagnes, localisées dans des poches d'humidité telles que: morne et montagnes des commissaires, Furcy, Kenskof, Seguin, Salaniaque (les Nippes), Plaisance (hauteur Pulboro), Dondon, Mont organisé, Carice, Marmelade, et de Macaya (Grande-Anse) et des plaines irriguées, notamment dans le Sud. Une sensible augmentation de la disponibilité de ces denrées a été effectivement observée sur les marchés situés dans les zones de production. Mais ces récoltes, ne représentant qu'à peine (10 à 15%) de la production agricole nationale, ne sauraient compenser les pertes considérables enregistrées tout au long de l'année 2015. Eventuellement, elles peuvent servir comme semences dans le cadre de la campagne printanière.

Dans ce sillage, la baisse des prix, observée en février, n'a pas fait long feu, les prix de presque tous les produits alimentaires s'étant remis à croître en mars et en avril. Ces deux mois représentent la période idéale pour mettre en branle les préparatifs en vue du lancement de la grande campagne annuelle de printemps, en ce qui se rapporte à l'acquisition d'intrants, les semences en particulier. La forte demande en semences peut aussi expliquer le rebondissement des prix des produits locaux au cours de ce mois, plus particulièrement celui du haricot et du maïs.

Parallèlement, les prix des produits alimentaires importés comme le riz, l'huile de cuisine, et surtout la farine et le sucre, maintiennent leur tendance à la hausse, avec la répercussion des fluctuations du taux de change sur les prix, ceci au fort même de la baisse constatée sur le marché international. Un renversement de tendance semble être encore loin, en raison de l'ampleur de la dépréciation de la monnaie haïtienne par rapport au dollar (et même par rapport au peso dominicain).

### - La situation de l'accès au niveau des marchés régionaux

La configuration n'est guère différente quand on jette un regard du côté des marchés régionaux, suivis dans le cadre de l'analyse de la sécurité alimentaire en Haïti. En effet, à l'exception de celui du Cap-Haïtien où le coût du panier a légèrement baissé (-1.6% en moyenne), tous les marchés ont fait montre d'importantes poussées inflationnistes, en comparaison à l'année dernière. La hausse du coût du panier alimentaire est plus prononcée sur les marchés de Jacmel (12.5%), de Fond des Nègres (11.83%), des Cayes (10.7%), de Ouanaminthe (10.5%), de Port-de-Paix et de Hinche (respectivement 9.4% et 8.3%). Croix-des-Bossales, le marché de référence à Port-au-Prince, a enregistré une croissance faible par rapport aux autres, soit de plus de 5% en moyenne annuelle. En outre, le mois de mars a été tout à fait particulier, les pressions inflationnistes au niveau des produits alimentaires basiques s'étant accentuées à l'échelle nationale. Le constat est similaire

au niveau des dix marchés régionaux, et de manière très significative sur quatre marchés urbains: Cap-Haïtien (Nord), Ouanaminthe (Nord-est), Port-au-Prince (Ouest) et Fond des nègres (Nippes).

### - Situation agricole

Les divers chocs enregistrés en 2015 continuent d'impacter le secteur agricole national et, de façon subséquente, les fluctuations de prix des produits alimentaires. La plupart des zones agro écologiques sévèrement touchées par la longue période de sécheresse, tente de se récupérer, à la faveur d'une augmentation des précipitations observées depuis les mois de février et de mars. Par dessus tout, les prévisions s'annoncent très bonnes, et ceci jusqu'à l'automne: "des pluies moyennes ou au-dessus de la moyenne sont prévues pour la période allant de février à septembre 2016", selon les modèles des différents centres climatologiques, dont en particulier l'agence américaine NOAA (CNSA/FEWSNET, Bulletin de Perspective, janvier-juin 2016).

Néanmoins, le niveau de production attendu peut se compromettre, ce à divers égards. En premier lieu, les agriculteurs, décapitalisés, n'auront pas la capacité de supporter l'ensemble des coûts associés à la campagne de printemps. En dernier lieu, la rareté et, conséquemment, la cherté des intrants agricoles, en particulier des semences, sont de nature à retarder, voire même compromettre, les activités agricoles correspondantes.

Par ailleurs, la situation serait moins problématique pour le grand Sud, où la plupart des agriculteurs demeurent optimistes quant à la récupération du secteur agricole durant l'année en cours. En effet, les précipitations enregistrées jusqu'ici sont bonnes, en plus d'être une région munie de système d'irrigation. La main-d'œuvre y est accessible et les supports sont importants. En revanche, dans le Nord (de la plaine du Nord à Ouanaminthe par exemple), les marchés sont de plus en plus approvisionnés en denrées provenant de la République Voisine, compensant ainsi l'insuffisance de l'offre alimentaire locale.

### - La dépréciation de la gourde

La dépréciation de la gourde continue d'être aussi une source de préoccupation pour les agents économiques. Au lieu de reculer, la chute de la parité gourde-dollar et gourde-peso tend à s'accroître, malgré les interventions de la banque centrale haïtienne (BRH) sur le marché des changes<sup>2</sup>. A date, il faut presque 63 gourdes pour l'achat d'un dollar us tandis que la devise dominicaine devient de plus en plus chère par rapport à la monnaie haïtienne. Le comble de tout cela, c'est qu'en dehors du taux de référence calculé par la BRH, chaque acteur cherche à appliquer son propre taux, ce qui complique davantage la situation des échanges de services libellés en dollars. Certes, cela ne pénalise pas directement la classe défavorisée. Mais avec la répartition des prix de tels services sur les coûts de production, le bien-être du consommateur final en pâtit, quelle que soit sa catégorie sociale.

A cet égard, on doit encore appeler l'attention sur la nécessité de stabiliser le taux de change. Une mesure susceptible de rétablir la confiance des agents économique dans la monnaie nationale et qui permettrait de limiter la ruée vers le billet vert, enclenché depuis l'occurrence de la crise économique et sociopolitique. L'une des mesures pour pallier cette dépréciation, serait d'interdire ou de limiter les transactions en dollar sur le territoire nationale, comme c'est le cas chez notre plus proche voisin, la République dominicaine. Les détenteurs de devises américaines, désirant effectuer des transactions dans le pays, devraient convertir leurs numéraires en monnaie haïtienne. Certes, à court et moyen termes, les poussées inflationnistes peuvent s'accroître; parallèlement, cela pourrait contribuer à stopper la ruée vers le billet vert.

---

<sup>2</sup> Selon cette institution, de décembre à mars, plus de 20 millions de dollars us ont été injectés sur ce marché.

## Perspective des prix alimentaires et de sécurité alimentaire pour les prochains mois

Les conditions pour une amélioration de la disponibilité et de l'accès aux aliments ne sont pas encore réunies, malgré une certaine détente du climat socio-politique, tenant compte de la réalité présente. En fait, tout dépendra en majeure partie de la réussite de la campagne de printemps, en symbiose à une conjoncture macroéconomique plus ou moins sereine (reprise de certaines activités économiques, baisse des prix des denrées alimentaires et stabilité ou amélioration de la parité gourde-dollar).

- Dans la perspective de la réussite de la campagne de printemps 2016, l'offre alimentaire pourra s'accroître et les prix des produits alimentaires de base locaux vont probablement chuter. Bien entendu, vu l'ampleur des pertes de l'année dernière, ces prix devront être déterminés de manière à garantir une certaine récupération économique au profit des agriculteurs et commerçants agricoles. Toutefois, si la campagne échoue, on doit s'attendre au pire, en ce qui se rapporte à l'offre et à l'accès économique des aliments. Sur ce registre, des taux d'inflation de l'ordre de 16% sur le plan annuel sont anticipés (voir la note sur la politique monétaire de la BRH, mars 2016).
- Les prix des produits de base importés resteront à un niveau élevé, en raison bien sûr de la hausse du dollar et du peso dominicain par rapport à la gourde. Mais le contexte international demeure encore favorable, avec l'évolution à la baisse du cours du pétrole et des prix des produits alimentaires de base (bulletin de prix de la FAO, février-mars 2016).
- Le lancement de la campagne agricole de printemps donne toujours lieu à une forte demande en main-d'œuvre. Les individus dépendant du travail agricole pourront bénéficier d'un revenu, quoique de subsistance, leur permettant ainsi d'accéder à une certaine catégorie de biens alimentaires. Donc, outre l'accroissement de la disponibilité locale, on peut espérer une augmentation de l'accès au panier alimentaire.

Cependant, cela ne saurait suffire à faire baisser le niveau actuel de l'insécurité alimentaire: près de 4 millions de personnes (dont 42% en proie à une situation extrême équivalant à la famine). A ce sujet, nous recommandons la mise en application des actions bien articulées et ciblées, inscrites au **Plan de réponse** qui a été présenté jadis et révisé par le MPCE, en vue de répondre, tant sur le plan conjoncturel que structurel, au problème de l'insécurité alimentaire dans le pays. En outre, nous ne cesserons d'insister sur la nécessité de miser sur une augmentation du pouvoir d'achat des plus pauvres, du fait que l'insécurité alimentaire, en Haïti, est très liée au manque ou à l'absence de revenus dans le ménage.

Le panier alimentaire est un nouvel instrument d'analyse dont dispose la CNSA pour avoir une idée de l'accès aux aliments et, de là, dégager la tendance de la sécurité alimentaire dans le temps et l'espace. Cet instrument peut être utile dans le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de sécurité alimentaire, dans le ciblage des individus et des zones vulnérables en Haïti. Il servira, en outre, dans l'orientation des politiques publiques, dont l'objectif principal est de réduire la pauvreté et la faim dans le pays.

L'analyse du panier alimentaire est basée sur les informations relatives aux prix, aux revenus, à la diète alimentaire, fournies respectivement par la CNSA, le MARNDR, la Banque mondiale et la FAO.

### Construction et évaluation du panier alimentaire

Le panier alimentaire est construit sur la base des hypothèses suivantes:

1. Il est composé de 6 produits: riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale, qui représentent 1979 kilocalories consommées par personne par jour.
  - a. Le panier alimentaire est donc constitué de telle sorte que 100 pourcent de consommation de calories proviennent justement de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, dont en particulier les racines et les tubercules.
  - b. Ce panier alimentaire ne prend pas en compte la part de la production locale dans la consommation; par conséquent il fait l'hypothèse que tous les biens alimentaires soient achetés ouvertement sur les marchés.
  - c. Les données relatives à la consommation de calories proviennent du site FAOSTAT, à l'adresse [www.FAOSTAT.FAO.ORG](http://www.FAOSTAT.FAO.ORG).
2. Il est supposé que ce panier alimentaire moyen soit consommé à travers le pays, tous groupes de revenus confondus. Cependant il est spécifiquement construit sur la base des préférences alimentaires des groupes à faible revenu (décile le plus bas de la population). On fait aussi l'hypothèse de l'invariabilité de la consommation dans le temps.
  - a. Un panier alimentaire par département serait plus approprié. Par exemple celui proposé par ACDIVOCA pour le Sud-est serait plus représentatif que celui de la CNSA.
3. L'approche du panier alimentaire ignore les effets de substitution étant donné qu'il est fixé dans le temps. Par conséquent cette approche capte seulement les effets des changements de prix.
  - a. Le coût total du panier alimentaire est calculé comme suit:

$$\text{Coût}_t = (\text{Prix}_{\text{du Riz}} \times \text{Quantité Consommée}_t) + \dots + (\text{Prix}_{\text{de l'huile}} \times \text{Quantité Consommée}_t)$$

4. La finalité de cette approche est de mesurer l'accès aux aliments, tenant compte du poids du coût du panier alimentaire dans le revenu des ménages.
  - a. Ce revenu est calculé sur la base de la parité du pouvoir d'achat per capita (PPAP) obtenue de la Banque mondiale.
  - b. Le revenu est alors distribué entre les différents déciles en utilisant les mesures de la distribution de richesse établies par la Banque Mondiale.
  - c. Finalement, un ratio du coût du panier alimentaire au revenu est calculé pour mesurer l'accès; une variation négative du ratio implique une amélioration de l'accès tandis qu'une variation positive en indique une détérioration.

Ce bulletin spécial est réalisé avec l'appui des Organismes suivants:



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government.